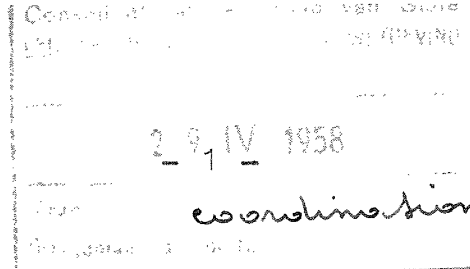


ML.



L. 6025/2.

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de la Défense nationale, le 16 décembre 1957, d'une demande d'avis sur un projet de loi "accordant certains avantages aux militaires qui ont effectué du service pendant la guerre 1940-1945 dans les Forces belges en Grande-Bretagne", a donné le 6 janvier 1958 l'avis suivant, qu'il a complété le 21 mars 1958 à la suite de précisions données par le Ministre:

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 16e december 1957 door de Minister van Landsverdediging verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van wet "houdende toekenning van bepaalde voordelen aan de militairen die tijdens de oorlog 1940-1945 in de Belgische Strijdkrachten in Groot-Brittannië gediend hebben", heeft de 6e januari 1958 het volgend advies gegeven dat hij, ingevolge nadere door de Minister verstrekte bijzonderheden, op 21 maart 1958 aangevuld heeft :

Le projet a un double objet .

Il tend, aux termes de l'article 1er, à octroyer une dotation aux militaires belges et aux évadés belges ainsi qu'aux étrangers qui, aux époques qu'il détermine, ont servi dans les forces belges de Grande-Bretagne.

Il vise en outre à accorder aux étrangers qui réunissent les conditions pour obtenir la dotation, des facilités pour l'acquisition de la nationalité belge et leur établissement en Belgique.

+

+ +

Les dispositions relatives à la dotation reproduisent, parfois dans leurs termes mêmes, les dispositions de la loi du 18 août 1947 réglant le statut des prisonniers de guerre de 1940-1945 ou de la loi du 26 février 1947 organisant le statut des prisonniers politiques et de leurs ayants droit. Il en est ainsi pour les articles 2, 4 à 12, 15 et 16 du projet.

En ce qui concerne les militaires étrangers, le projet reproduit quasi textuellement, en ses articles 13 et 14, les articles 2 et 3 de la loi du 5 février 1947 organisant le statut des étrangers, prisonniers politiques.

.../...

En reprenant ces textes pour les appliquer aux bénéficiaires du projet, le Gouvernement entend leur donner l'interprétation qu'une pratique administrative déjà longue en a faite; il est dès lors préférable de n'y apporter aucune modification sauf lorsque des éléments nouveaux sont intervenus depuis le vote de ces lois.

+
+ +

L'article 1er dispose :

"Bénéficient de la présente loi :

- 1° les militaires belges qui, entre le 28 mai 1940 et le 7 juin 1944, ont servi dans les Forces belges créées en Grande-Bretagne, en ce compris la section belge de la Royal Air Force et la section belge de la Royal Navy;
- 2° les Belges évadés des pays ennemis ou occupés par l'ennemi qui étaient le 6 juin 1944 en route pour la Grande-Bretagne et qui se sont engagés dans les forces belges dès leur arrivée dans ce pays;
- 3° les étrangers qui, entre le 28 mai 1940 et le 7 juin 1944, ont servi dans les forces belges créées en Grande-Bretagne".

.../...

Cet article délimite le champ d'application de la loi quant aux personnes qui auront droit à la dotation.

On remarque que la première catégorie de bénéficiaires de la dotation, de loin la plus nombreuse, est définie dans les termes de "militaires belges qui entre le 28 mai 1940 et le 7 juin 1944 ont servi dans les forces belges en Grande-Bretagne". Le mot "militaires" n'est pas repris au 2° et au 3° mais il y est de toute évidence sous-entendu.

Il résultera du mot "militaires" qu'il ne suffira pas pour pouvoir se prévaloir de la loi d'avoir fait partie à un titre quelconque des forces belges en Grande-Bretagne pendant les périodes fixées, mais qu'il faudra y avoir appartenu en qualité de militaire soit que l'on ait acquis cette qualité par l'incorporation dans les forces, soit qu'on la possédât déjà au regard de la loi nationale, dès avant l'inscription sur le contrôle des forces. Les membres des forces qui ne possédaient pas la qualité de militaire et qui y furent simplement attachés, - ceux que la loi du 1er juin 1919 établissant une dotation au profit des combattants de la guerre de 1914-1918, désignait par les mots "assimilés de tout rang" - ne bénéficieront pas de la loi. L'exactitude de cette déduction a été confirmée par les renseignements que le Conseil d'Etat a reçus des officiers délégués auprès de lui par le Gouvernement.

Il ressort en revanche de ces mêmes renseignements qu'une fois faite, l'inscription sur les contrôles des forces belges en Grande-Bretagne, les affectations que les militaires ont reçues des autorités belges ou qu'ils ont été autorisés à recevoir d'autorités alliées n'exercent jamais d'incidence défavorable sur le droit à la dotation; le temps passé dans toutes les affectations est pris en considération pour le calcul de la dotation. Il en ressort aussi que le bénéfice de la loi s'étendra au service que dans les premiers mois de la guerre des militaires belges ont pris spontanément dans les forces armées britanniques, dès lors que la régularité de leur situation au regard de leurs obligations vis-à-vis des forces belges en Grande-Bretagne a été assurée par leur inscription sur le contrôle de ces forces.

La portée du projet sur ces deux derniers points ne peut guère être dégagée du même texte. Il conviendrait pour éviter des discussions dans la suite d'adapter d'une part l'article 1er, 1^o, de manière à y faire clairement apparaître que bénéficieront de la loi les militaires belges et, au demeurant, les militaires étrangers voire apatrides, (cfr. article 13 quant à ces derniers) inscrits sur le contrôle des forces belges entre le 28 mai 1940 et le 7 juin 1944, quelles que soient les affectations dont ils furent l'objet. Il serait utile, d'autre part, d'insérer à l'article 3, § 4, relatif au temps

.../...

à prendre en considération pour le calcul de la dotation, une mention complémentaire précisant que le temps de service en fonction duquel se détermine le montant de la dotation comprend notamment dans le chef des militaires belges qui, dans les premiers mois de la guerre ont pris du service dans les forces armées britanniques, le temps pendant lequel ces militaires ont servi dans ces forces avec l'accord du Gouvernement belge.

Le 2° du même article 1er accorde le bénéfice de la loi aux "Belges évadés des pays ennemis ou occupés par l'ennemi qui étaient, le 6 juin 1944, en route pour la Grande-Bretagne et qui se sont engagés dans les Forces belges dès leur arrivée dans ce pays."

L'article 3, § 4, du projet comprend comme temps de présence donnant droit à la dotation "le temps mis pour repointre depuis le départ d'un territoire ennemi ou occupé par l'ennemi, de France ou d'un pays neutre". Il y aurait, dès lors, lieu de compléter l'article 1er, 2°, en prévoyant non seulement le départ de pays ennemis ou occupés par l'ennemi, mais également le départ de France ou d'un pays neutre. En ce qui concerne la France, il convient de tenir compte de ce que pendant une partie de la guerre elle ne fût que partiellement occupée sans, pour cela, constituer un pays neutre.

Au 3° de l'article 1er, il serait préférable, pour éviter une discordance avec l'article 13 du projet de même qu'avec les lois analogues, de viser expressément le cas de l'apatride.

Ces observations amènent le Conseil d'Etat à proposer pour l'article 1er la rédaction ci-après :

"Article 1er.-

Bénéficient de la présente loi :

- 1° les militaires belges, étrangers et apatrides inscrits avant le 7 juin 1944 sur les contrôles des forces belges en Grande-Bretagne, en ce compris la section belge de la Royal air force et la section belge de la Royal navy;
- 2° les Belges évadés d'un territoire ennemi ou occupé par l'ennemi, de France ou d'un pays neutre, qui étaient le 6 juin 1944 en route pour la Grande-Bretagne et qui se sont engagés dans Les Forces belges dès leur arrivée dans ce pays."

Il formulera lors de l'examen de l'article 3, la disposition qu'il suggère d'ajouter au § 4 de cet article.

+

+

+

.../...

L'article 1er soulève enfin un problème délicat à propos des agents du corps des agents de renseignements et d'action créé par l'arrêté-loi du 16 février 1946.

Les agents de ce corps dont la mission a été exécutée au départ de la Grande-Bretagne , ont acquis en Grande-Bretagne au moment de leur départ la qualité de militaire s'ils ne la possédaient déjà pas pour avoir été recrutés dans les Forces belges, ce qui fut généralement le cas. Ces agents bénéficieront assurément de la loi puisqu'ils ont appartenu aux Forces belges de Grande-Bretagne.

Mais le projet pose la question de savoir si, en raison de l'article 10 de l'arrêté-loi du 16 février 1946 complétant et remplaçant l'arrêté-loi du 1er septembre 1944 relatif aux agents de renseignements et d'action, la totalité de ces agents ne sera pas recevable à postuler le bénéfice de la loi en projet.

L'article 10 de l'arrêté-loi du 16 février 1946 dispose en effet :

.../...

"Ils (les agents de renseignements et d'action) jouissent de tous les avantages conférés ou à conférer aux forces combattantes, notamment pour la détermination de l'avancement, le calcul des pensions militaires, les droits résultant des rappels en temps de guerre et les collations d'emploi ou promotions dans les services publics dont ils dépendent ou auxquels ils pourraient avoir accès, ainsi que pour le calcul des pensions afférentes à leurs fonctions.

Cette énumération n'est pas limitative".

Jusqu'à présent des dotations ont été octroyées aux prisonniers de guerre ainsi qu'aux prisonniers politiques belges et étrangers (cfr. Loi du 18 août 1947, article 7, Loi du 26 février 1947, article 8, Loi du 5 février 1947, article 5).

Ces avantages n'ont pu déclencher l'application de l'article 10 parce que la première de ces dotations n'a été conférée qu'aux prisonniers de guerre en tant que tels, et que la seconde est étrangère à la matière militaire.

.../...

Dans le cas du projet il semble bien devoir en aller autrement.

Les Forces belges en Grande-Bretagne ont été pendant la majeure partie de la guerre, l'unique fraction des forces armées nationales qui fut, de par sa présence dans le camp allié, en mesure de prendre part aux opérations militaires dirigées contre l'ennemi et de combattre. L'activité des services de renseignements et d'action fut d'ailleurs très étroitement intégrée à l'activité militaire belge et alliée. Si le motif qui amène le Gouvernement en instituant une dotation au profit des militaires des Forces belges en Grande-Bretagne est, comme l'exposé des motifs autorise à le penser, celui de leur marquer "comme combattants la reconnaissance de la nation" vis-à-vis des sacrifices consentis, il semble que les agents de renseignements et d'action, qui n'en ont jusqu'à présent pas fait l'objet, trouveront dans l'article 10 de leur statut un texte pour en réclamer également le bénéfice (voir notamment au

.../...

sujet de la portée de l'article 10 de l'arrêté-loi du 16 février 1946, le rapport de la commission des finances du Sénat relativement au projet de loi déterminant pour le calcul des pensions militaires d'ancienneté, la supputation des services accomplis pendant la guerre de 1940-1945 et pendant la campagne de Corée - Doc. Sénat, sess. 1957-58, n° 172).

Il ressort des renseignements qui viennent d'être communiqués au Conseil d'Etat que telle est bien la portée du projet.

Article 2.

Il serait préférable de rédiger l'article 2, 3°, comme ci-après, en reprenant les termes de l'article 5, 4°, des lois relatives au statut des prisonniers politiques et de leurs ayants droit, coordonnées le 16 octobre 1954. Cette dernière disposition n'exige

pas comme le projet que la condamnation pour collaboration avec l'ennemi ait été prononcée dans un Etat allié.

"3° les personnes qui ont été condamnées à l'étranger en raison d'une activité de collaboration avec l'ennemi".

Article 3.

L'article 3, § 1er, dispose qu'il est octroyé une dotation "à chaque bénéficiaire qui compte au moins six mois de présence dans une des positions énumérées à l'article 1er ...".

Le mot "position" en matière militaire, a un sens juridique bien précis que définissent diverses lois sur la position et l'avancement des officiers et des sous-officiers. Il serait préférable d'employer une autre formule qui ne puisse prêter à confusion.

La rédaction suivante est suggérée :

"§ 1er. Il est octroyé à chaque bénéficiaire qui compte au moins six mois de service au sens du § 4, une dotation de 2.400 francs par semestre entier de service, à la condition que ses revenus personnels nets de 1944 soient inférieurs à 150.000 francs".

.../...

Le § 2 de l'article 3 poursuivant le développement de la même idée que le § 1er, il s'indique d'en faire un alinéa 2 de ce paragraphe et de le rédiger comme l'article 7 de la loi du 18 août 1947 réglant le statut des prisonniers de guerre modifié par la loi du 25 février 1957, savoir :

"Lorsque ces revenus dépassent 150.000 francs mais non 250.000 francs, la dotation est réduite d'un cinquième par tranche de 20.000 francs de revenus dépassant 150.000 francs; toute fraction de 20.000 francs est comptée pour une tranche".

Le § 4 prescrit d'ajouter au temps de présence à prendre en considération :

"2° la durée des absences pour motif de santé, lorsque l'absence est due à une blessure ou à une maladie ayant ouvert les droits à une pension de réparation".

Cette disposition est rédigée d'une manière trop large; elle n'est nécessaire que dans la mesure où le militaire s'est trouvé dans une situation qui ne puisse être considérée comme constituant une présence effective. A s'en tenir aux explications qui furent données au Conseil d'Etat, il ne peut s'agir que de la position de non-activité pour motif de santé.

De plus, suivant ces mêmes explications, en disposant que la blessure ou la maladie doit avoir "ouvert les droits à une pension de réparation", le projet entend dire "ayant donné lieu à l'octroi d'une pension de réparation".

Cette disposition gagnerait, dès lors, à être rédigée comme il sera indiqué ci-après.

La dernière disposition du § 4 ne se rattache pas, comme la mise en page du projet semble l'indiquer, au 2^e de ce paragraphe mais constitue une disposition distincte.

Tenant compte de l'observation formulée à propos de ce paragraphe au cours de l'examen de l'article 1er, il est proposé de rédiger comme suit le § 4 :

"§ 4. Le temps à prendre en considération pour l'application du présent article est le temps de présence effective, en ce compris notamment le temps pendant lequel les intéressés ont été, le cas échéant, inscrits sur les contrôles d'une force alliée avec l'accord du Gouvernement belge. Il y est ajouté :

- 1^o le temps mis par le citoyen belge pour rejoindre les Forces belges en Grande-Bretagne depuis le départ d'un territoire ennemi ou occupé par l'ennemi, de France ou d'un pays neutre, jusqu'à la prise ou reprise en force dans ces Forces, sans que ce temps puisse excéder six mois augmentés de la durée de l'internement subi par l'intéressé dans les pays traversés;
- 2^o la durée de la non-activité pour motif de santé lorsqu'elle est due à une blessure ou à une maladie ayant donné lieu à l'octroi d'une pension de réparation;

.../...

Dès que le temps de présence donnant droit à la dotation, dépasse six mois, toute fraction de semestre atteignant au moins cinq mois est comptée pour un semestre entier. Les semestres et les mois se comptent de quantième à veille de quantième".

Article 4.

En vertu de cet article "la dotation est exonérée de tout impôt direct et de toutes taxes similaires".

La notion de "taxes similaires aux impôts directs" manque de précision. Toutefois, un texte semblable forme l'article 8 de la loi du 18 août 1947 réglant le statut des prisonniers de guerre de 1940-1945 et l'article 25 des lois relatives au statut des prisonniers politiques et de leurs ayants droit, coordonnées le 16 octobre 1954. Cette disposition recevra, dès lors, l'interprétation donnée à ces deux textes législatifs.

Article 5.

L'article 5 gagnerait à être rédigé comme suit :

"Article 5.-

La dotation est inscrite sur un livret spécial et est payée aux bénéficiaires par tranches annuelles d'un septième selon les modalités à déterminer par arrêté royal".

.../...

Article 8.

La rédaction de l'article 8 pourrait prêter à critique. Le Conseil d'Etat s'abstient cependant de suggérer des modifications à cette rédaction parce qu'elle est identique à celle de l'article 13 de la loi du 18 août 1947 réglant le statut des prisonniers de guerre de 1940-1945 et est sans doute reproduite telle quelle par souci d'uniformité des divers statuts des militaires de la dernière guerre. Cet article sera, dès lors, interprété de la même manière.

Article 10.

Suivant l'article 10 du projet "la dotation accordée par la présente loi est un bien propre à celui des époux auquel elle est due, à l'égard de la femme mariée, elle constitue un bien réservé au sens de l'article 224, a, du Code civil".

Quoique cette disposition soit la reproduction "mutatis mutandis" de l'article 31 des lois relatives au statut des prisonniers politiques et de leurs ayants droit, coordonnées le 16 octobre 1954, il y a lieu de préciser le sens à donner à la seconde phrase de cet article.

Il semble résulter des travaux préparatoires de la loi sur les prisonniers politiques que les allocations accordées seront des biens réservés à l'égard de la femme mariée qui est reconnue prisonnière politique (Session 1950-1951, Sénat, Doc. n° 274, page 15). Dans les forces belges de Grande-Bretagne, s'il y eut des membres féminins notamment parmi les agents de renseignements et d'action, ils furent peu nombreux; l'on pourrait, dès lors, interpréter le texte du projet comme s'appliquant aux femmes mariées, héritières ou ayants droit de membres des forces belges, comme la veuve remariée, la mère ou la fille.

Telle n'étant pas l'intention du Gouvernement, il serait préférable de préciser qu'il s'agit ici de la femme mariée, membre des forces belges.

La référence à l'article 224, a, du Code civil deviendra inexacte lorsque sera voté le projet de loi relatif aux droits et devoirs respectifs des époux; une disposition transitoire maintiendra cependant pratiquement l'article 224, a, sous forme d'article 226 septies (Session 1957-1958, Chambre, Doc. parl., n° 811). Il serait, dès lors, préférable d'employer une formule générale sans désigner l'article par le numéro d'ordre qu'il a présentement dans le Code civil.

Pour répondre à ces deux observations, le Conseil d'Etat propose de rédiger l'article 10 de la manière suivante :

"Article 10.-

La dotation accordée par la présente loi est un bien propre à celui des époux auquel elle est due; à l'égard de la femme mariée, membre des forces belges, elle constitue un bien réservé au sens donné à ces mots par le Code civil".

Article 13.

Le projet dispose en son article 13, alinéa dernier, que "les droits de timbre et de publicité pour options et naturalisations donneront droit à remboursement à charge de l'Etat".

.../...

Afin d'éviter des formalités inutiles d'une part, et les difficultés qui pourraient naître de la combinaison des articles 13 et 15, d'autre part, il s'indique de s'inspirer de la loi du 5 février 1947 et de rédiger l'article 13, dernier alinéa, de la manière suivante :

"Les options et naturalisations visées au présent article sont exemptées du droit d'enregistrement et du droit de timbre.

Les frais causés par l'instruction de ces demandes sont à charge de l'Etat; les crédits nécessaires à cet effet seront portés au budget du Ministère de la Défense nationale".

Article 14.

L'article 14 du projet complète l'article 8, § 1er, de l'arrêté royal n° 285 du 31 mars 1936 complétant et coordonnant les dispositions relatives à l'emploi de la main-d'oeuvre étrangère, par une disposition qui s'insérera dans cet article.

La loi du 5 février 1947 organisant le statut des étrangers prisonniers politiques contient une disposition ayant une portée identique; toutefois, cette disposition n'a pas été insérée dans le texte existant.

.../...

Cette technique législative semble préférable lorsque la disposition n'est destinée à avoir qu'une portée très limitée. Il serait, dès lors, préférable de rédiger l'article 14 de la manière suivante :

"Article 14.-

Le permis de travail prévu à l'article 1er, § 4, de l'arrêté royal n° 285 du 31 mars 1936 complétant et coordonnant les dispositions relatives à l'emploi de la main-d'oeuvre étrangère, ne peut être refusé à l'étranger ou à l'apatride bénéficiaire de la présente loi".

Article 16.

Cet article est identique à l'article 26 de la loi du 18 août 1947 sur les prisonniers de guerre et à l'article 29 des lois coordonnées sur les prisonniers politiques.

Article 17.

Suivant les explications données au Conseil d'Etat, la commission dont l'article 17 confie la création au Ministre, n'a qu'un caractère purement consultatif; il s'agit d'une commission d'avis ayant comme unique but de faciliter le travail de l'administration.

.../...

Le Gouvernement n'entend nullement faire de cette commission une juridiction administrative chargée de se prononcer sur l'existence du droit à la dotation, pas plus qu'il n'entend donner au Ministre de la Défense nationale compétence pour statuer souverainement sur l'existence de ce droit.

Il en résulte que la commission serait un organe purement consultatif du pouvoir exécutif, qu'il est toujours loisible au Roi de créer s'il l'estime utile. Aucune habilitation ne lui est nécessaire à cet effet.

Cependant, si le Gouvernement entendait, sans altérer le rôle purement consultatif de cette commission, donner aux intéressés certaines garanties quant à sa composition et à son fonctionnement, similaires à celles, par exemple, qui se trouvent dans l'article 14 des lois des 3 août 1919 et 27 mai 1947 sur les priorités, l'article 17 du projet pourrait être rédigé comme suit :

"Article 17.-

Une commission dont l'organisation et le fonctionnement sont fixés par le Roi donne au Ministre de la Défense nationale son avis sur les difficultés relatives à l'application de la présente loi".

.../...

Article 18.

Suivant l'article 18, les personnes qui désirent bénéficier des avantages que le projet prévoit devront en faire la demande "dans les douze mois qui suivront l'entrée en vigueur de la présente loi".

Ce délai n'a trait qu'à la demande de dotation et non aux avantages fixés par les articles 13 et 14 en faveur des étrangers.

Pour tenir compte de cette observation, l'article 18 devrait être rédigé comme suit :

"Article 18.-

Les personnes visées à l'article 1er et leurs ayants droit qui désirent bénéficier de la dotation doivent en faire la demande par lettre recommandée à la poste, adressée au Ministre de la Défense nationale dans les douze mois qui suivent l'entrée en vigueur de la présente loi".

En application de l'arrêté du Régent du 15 décembre 1948 réglant les attributions du Comité du budget modifié par l'arrêté du Régent du 20 mars 1950, le projet devrait être contresigné par le Ministre des Finances.

Het ontwerp heeft een tweeledig doel :

Luidens artikel 1 strekt het er toe, een dotatie toe te kennen aan Belgische militairen en ontvluchte Belgen, alsook aan vreemdelingen die, op de aldaar bepaalde tijdstippen, in de Belgische Strijdkrachten in Groot-Brittannië hebben gediend.

Het strekt er bovendien toe aan vreemdelingen die voldoen aan de eisen voor het verkrijgen van de dotatie, faciliteiten te verlenen om de Belgische nationaliteit te verkrijgen en zich in België te vestigen.

+

+ +

De bepalingen betreffende de dotatie nemen, soms in dezelfde bewoordingen, de bepalingen over van de wet van 18 augustus 1947 houdende regeling van het statuut der krijgsgevangenen van 1940-1945 of van de wet van 26 februari 1947 tot regeling van het statuut der politiek gevangenen en hun rechthebbenden. Dit is het geval voor de artikelen 2, 4 tot 12, 15 en 16 van het ontwerp.

Ten aanzien van vreemde militairen neemt het ontwerp, in de artikelen 13 en 14, haast letterlijk de tekst over van de artikelen 2 en 3 van de wet van 5 februari 1947 tot regeling van het statuut der vreemdelingen-politiek gevangenen.

.../...

Door deze teksten over te nemen om ze op de begunstigden van het ontwerp toe te passen, bedoelt de Regering daaraan de interpretatie te geven die zij door een reeds lange administratieve praktijk hebben gekregen ; het is dan ook verkieslijk, ze ongewijzigd te laten, tenzij nieuwe elementen zich sinds de goedkeuring van deze wetten mochten hebben voorgedaan.

+
+ +

Artikel 1 luidt als volgt :

"Onder deze wet vallen :

- 1° de Belgische militairen die, tussen 28 mei 1940 en 7 juni 1944, gediend hebben in de Belgische Strijdkrachten in Groot-Brittannië, met inbegrip van de Belgische afdeling van de Royal Air Force en van de Belgische afdeling van de Royal Navy ;
- 2° de Belgen, ontvlucht uit vijandelijke of door de vijand bezette landen die op 6 juni 1944 op weg waren naar Groot-Brittannië en die zich dadelijk bij de Belgische Strijdkrachten hebben aangemeld bij hun aankomst in dat land;
- 3° de vreemdelingen die tussen 28 mei 1940 en 7 juni 1944 gediend hebben in de Belgische Strijdkrachten in Groot-Brittannië".

.../...

Dit artikel stelt op de werkingssfeer van de wet een beperking terzake van degenen die op de dotatie recht zullen hebben.

Op te merken is, dat de eerste, tevens veruit de talrijkste categorie van gerechtigden, als volgt is omschreven: "Belgische militairen die tussen 28 mei 1940 en 7 juni 1944 gediend hebben in de Belgische Strijdkrachten in Groot-Brittannië". Het woord "militairen" is onder 2° en 3° niet herhaald, maar aldaar klaarblijkelijk toch onderverstaan.

Wegens dit woord "militairen" zal het, om zich op de wet te kunnen beroepen, niet voldoende zijn in welke hoedanigheid ook, gedurende de aangegeven tijdvakken, tot de Belgische Strijdkrachten in Groot-Brittannië te hebben behoord, maar zal men daarvan deel moeten hebben uitgemaakt in hoedanigheid van militair, hetzij doordat men die hoedanigheid ingevolge de inlijving bij de strijdkrachten verkreeg, hetzij doordat men ze, ten aanzien van de Belgische wet, reeds vóór de inschrijving op de controlelijsten van de strijdkrachten bezat. De leden der Strijdkrachten die de hoedanigheid van militair niet bezaten en die eenvoudig aan de Strijdkrachten waren verbonden - degene die de wet van 1 juni 1919 houdende instelling van een begiftiging ten voordele der strijders van de oorlog 1914-1918 begreep onder de woorden "gelijkgestelden van alle rang" - zullen buiten de toepassing van de wet vallen. Inlichtingen, die de vanwege de Regering gemachtigde officieren aan de Raad van State hebben verstrekt, bevestigen trouwens dat dit de juiste gevolgtrekking is.

.../...

Uit diezelfde inlichtingen volgt daarentegen dat, voor zover er inschrijving op de controlelijsten van de Belgische Strijdkrachten in Groot-Brittannië is geweest, de dienst, waarvoor Belgische autoriteiten die militairen hebben aangewezen of welke zij met dezer toestemming vanwege geallieerde autoriteiten mochten aanvaarden, in geen geval een ongunstige terugslag hebben op het recht op dotatie; de in alle diensten doorgebrachte tijd wordt voor de vaststelling van de dotatie in aanmerking genomen.

Uit genoemde inlichtingen is voorts nog gebleken, dat de toepassing van de wet wordt verruimd tot de dienst, welke Belgische militairen tijdens de eerste oorlogsmaanden spontaan in Britse strijdkrachten hebben genomen, gesteld dat de regelmatigheid van hun toestand ten aanzien van hun verplichtingen tegenover de Belgische Strijdkrachten in Groot-Brittannië voortvloeit uit hun inschrijving op de controlelijsten van deze Strijdkrachten.

De strekking van het ontwerp terzake van de laatste twee punten kan uit de aangehaalde tekst bezwaarlijk worden opgemaakt. Om discussies te voorkomen, ware het enerzijds geraden artikel 1, 1°, aan te passen en daarin duidelijk tot uitdrukking te brengen dat voor de wet in aanmerking zullen komen, de Belgische en overigens ook vreemde, zelfs Staatloze militairen (zie omtrent deze laatste artikel 13), die tussen 28 mei 1940 en 7 juni 1944 op de controlelijsten van de Belgische Strijdkrachten ingeschreven zijn geweest, ongeacht de diensten waarvoor zij waren aangewezen. Anderzijds zou het zijn nut hebben, in artikel 3, § 4, dat betrekking

.../...

heeft op de voor de berekening van de dotatie in aanmerking te nemen tijd, een aanvullende bepaling op te nemen, zeggend dat in de dienstdtijd op grond waarvan het bedrag van de dotatie wordt vastgesteld, voor de Belgische militairen namelijk die tijdens de eerste oorlogsm maanden bij de Britse Strijdkrachten dienst hebben genomen, de tijd wordt begrepen gedurende welke die militairen met de instemming van de Belgische Regering in evengenoemde Strijdkrachten hebben gediend.

Het 2° van artikel 1 verklaart de wet van toepassing ten aanzien van de "Belgen, ontvlucht uit vijandelijke of door de vijand bezette landen, die op 6 juni 1944 op weg waren naar Groot-Brittannië en die zich dadelijk bij de Belgische Strijdkrachten hebben aangemeld bij hun aankomst in dat land".

Artikel 3, § 4, van het ontwerp rekent tot de tijd van aanwezigheid die op de dotatie recht geeft "de tijd die nodig was om zich bij de Strijdkrachten te vervoegen vanaf het vertrek uit een vijandelijk of door de vijand bezet gebied, uit Frankrijk of uit een neutraal land". In artikel 1, 2°, zou derhalve, naast het vertrek uit vijandelijke of door de vijand bezette landen, nog vermeld moeten worden het vertrek uit Frankrijk of uit een neutraal land. Wat Frankrijk betreft, neme men echter in acht dat dit land gedurende een gedeelte van de oorlog maar gedeeltelijk bezet is geweest, zonder daarom nochtans een neutraal land te zijn.

.../...

Om volledig bij artikel 13 van het ontwerp en de soortgelijke wetten aan te sluiten, verdient het aanbeveling in 3° van artikel 1 uitdrukkelijk de Staatlozen te vermelden.

Concluderend stelt de Raad van State voor artikel 1 volgende lezing voor :

"Artikel 1.-

Voor deze wet komen in aanmerking :

- 1° de Belgische, vreemde en Staatloze militairen die vóór 7 juni 1944 ingeschreven zijn geweest op de controlelijsten der Belgische Strijdkrachten in Groot-Brittannië, daaronder begrepen de Belgische afdeling van de Royal Air Force en de Belgische afdeling van de Royal Navy ;
- 2° de uit een vijandelijk of door de vijand bezet grondgebied, uit Frankrijk dan wel uit een neutraal land ontvluchte Belgen, die op 6 juni 1944 op weg waren naar Groot-Brittannië en die zich dadelijk bij de Belgische Strijdkrachten hebben aangemeld bij hun aankomst in dat land".

.../...

Bij het onderzoek van artikel 3 zal de Raad voorstellen een tekst toe te voegen aan paragraaf 4 van dat artikel.

+
+ +

Naar aanleiding van artikel 1, tenslotte, doet zich een delicaat probleem voor met betrekking tot de leden van het door de besluitwet van 16 februari 1946 opgerichte korps der inlichtings- en actieagenten.

De leden van dit korps, die hun opdracht van Groot-Brittannië uit hebben volbracht, hebben in dit land bij hun vertrek de hoedanigheid van militair verkregen voor zover zij deze nog niet hadden omdat zij bij de Belgische Strijdkrachten waren aangeworven, wat doorgaans het geval was. De wet zal op die agenten beslist van toepassing zijn aangezien zij tot de Belgische Strijdkrachten in Groot-Brittannië hebben behoord.

De vraag echter is of, gelet op artikel 10 van de besluitwet van 16 februari 1946 ter aanvulling en vervanging van de besluitwet van 1 september 1944 betreffende de inlichtings- en actieagenten, niet al deze agenten zonder onderscheid gerechtigd zullen zijn zich op de ontworpen wet te beroepen.

.../...

Artikel 10 van de besluitwet van 16 februari 1946 immers luidt :

"Zij (de inlichtings- en actieagenten) genieten al de aan de strijdende groepen verleende of te verleenen voordelen inzonderheid wat betreft het bepalen van de bevordering, het berekenen van de militaire pensioenen, de rechten voortspuitende uit de wederoproeping in oorlogstijd en het begeven van betrekkingen en de bevorderingen bij de openbare diensten waarvan zij afhangen of tot welke zij toegang mochten kunnen hebben, alsmede wat betreft het berekenen van de aan hun functies verbonden pensioenen.

Deze opsomming is niet beperkend".

Tot dusver zijn dodaties toegekend aan krijgsgevangenen en ook aan de Belgische en vreemde politieke gevangenen (cfr wet van 18 augustus 1947, artikel 7, wet van 26 februari 1947, artikel 8, wet van 5 februari 1947, artikel 5).

Deze voordelen hebben niet tot toepassing van artikel 10 kunnen leiden, omdat de eerste van deze dodaties alleen aan de krijgsgevangenen als dusdanig werd toegekend, en de tweede niets gemeens heeft met militaire aangelegenheden.

In het geval van het ontwerp schijnt dit niet het geval te zijn.

.../...

De Belgische strijdkrachten in Groot-Brittannië zijn het grootste gedeelte van de oorlog de enige fractie van 's Lands krijgsmacht geweest, die, door haar aanwezigheid in het geallieerde kamp, heeft kunnen deelnemen aan de tegen de vijand gerichte krijgsverrichtingen en heeft kunnen strijden. De activiteit van de inlichtings- en actiediensten was trouwens nauw verbonden aan de Belgische en geallieerde militaire activiteit. Indien de Regering, bij het instellen van een dotatie ten behoeve van de militairen der Belgische strijdkrachten in Groot-Brittannië aan dezen- zoals de memorie van toelichting laat veronderstellen "als strijders de erkentelijkheid van de natie ten opzichte van de gedragen offers " heeft willen betonen, zullen de inlichtings- en actieagenten, die daarvoor tot nog toe niet in aanmerking zijn gekomen, zich blijkbaar op artikel 10 van hun statuut kunnen beroepen om er eveneens het voordeel van op te eisen (zie onder meer over de strekking van artikel 10 van de besluitwet van 16 februari 1946, het verslag van de Senaatscommissie van Financiën betreffende het wetsontwerp tot regeling van het aanrekenen inzake militaire pensioenen wegens dienstdienst, van de tijdens de oorlog 1940-1945 en de Koreaanse veldtocht volbrachte diensten (**Doc.** Senaat zit. 57-58 nr 172)).

Uit inlichtingen die aan de Raad van State zijn verstrekt, blijkt dat dit wel de bedoeling van het ontwerp is.

.../...

Artikel 2.

Het zou de voorkeur verdienen artikel 2, 3°, als volgt te lezen en de bewoordingen van artikel 5, 4°, van de op 16 oktober 1954 gecoördineerde wetten betreffende het statuut van de politiek gevangenen en hun rechthebbers over te nemen. Deze laatste bepaling vereist niet, zoals het ontwerp dat doet, dat de veroordeling wegens collaboratie met de vijand, in een geallieerde Staat is uitgesproken :

"3° De personen die in het buitenland wegens collaboratie met de vijand veroordeeld zijn".

Artikel 3.

Artikel 3, § 1, bepaalt dat een dotatie wordt verleend "aan elke begunstigde die zich ten minste zes maanden heeft bevonden in één van de toestanden - in het Frans "positions" - opgesomd in artikel 1 ...".

Het woord "position" ("stand") in militaire zaken heeft een nauwkeurig omschreven juridische betekenis, die in verschillende wetten op de "stand en de bevordering" der officieren en der onderofficieren wordt bepaald. Het ware beter, een andere formule te gebruiken die geen verwarring kan stichten.

De volgende redactie wordt voorgesteld :

"§ 1. Aan elke begunstigde die tenminste zes maanden dienst in de zin van § 4 telt, wordt een dotatie van 2.400 frank, per volle semester dienst verleend, mits zijn persoonlijk netto-inkomen over het jaar 1944 minder dan 150.000 frank bedraagt".

.../...

§ 2 van artikel 3 ontwikkelt verder dezelfde gedachte als § 1; men make daarvan een tweede lid van deze paragraaf en men leze het zoals artikel 7 van de wet van 18 augustus 1947 houdende regeling van het statuut der krijgsgevangenen, gewijzigd bij de wet van 25 februari 1957, en wel zo : "wanneer deze inkomsten 150.000 frank te boven gaan, maar niet hoger zijn dan 250.000 frank, wordt de dotatie met 1/5 verminderd voor iedere 20.000 frank inkomsten boven 150.000 frank; iedere fractie van 20.000 frank wordt voor 20.000 frank gerekend".

§ 4 schrijft voor, aan de in aanmerking te nemen tijd van aanwezigheid toe te voegen :

"2° de duur van de afwezigheid om gezondheidsredenen, indien deze te wijten is aan een verwonding of een ziekte die de aanspraak op een vergoedingspensioen heeft doen ingaan".

De redactie van deze bepaling is te ruim; dit voorschrift is alleen nodig als de militair zich in een toestand heeft bevonden die niet kan worden geacht een werkelijke aanwezigheid te zijn. Volgens aan de Raad van State verstrekte uitleg kan dit alleen nonactiviteit om gezondheidsredenen zijn.

Volgens dezelfde uitleg heeft het ontwerp bovendien, met de voorziening dat de verwonding of de ziekte "de aanspraak op een vergoedingspensioen heeft doen ingaan", bedoeld "waarvoor een vergoedingspensioen is toegekend".

.../...

Deze bepaling leze men dan zoals verder voorgesteld.

De laatste bepaling van § 4 hoort niet bij 2° van deze paragraaf zoals uit haar plaats in het ontwerp schijnt te volgen, maar is een afzonderlijke bepaling. Rekening houdend met de opmerking naar aanleiding van deze paragraaf bij het onderzoek van artikel 1 gemaakt, wordt voorgesteld paragraaf 4 als volgt te lezen :

"§ 4 Voor de toepassing van dit artikel komt in aanmerking de tijd van werkelijke aanwezigheid, met inbegrip namelijk van de tijd gedurende welke de belanghebbenden bij voorkomend geval met de toestemming van de Belgische Regering op de controlelijsten van een geallieerd krijgsmachtdeel werden ingeschreven.

Hier wordt aan toegevoegd :

- 1° de tijd die de Belgische staatsburger nodig had om zich bij de Belgische strijdkrachten in Groot-Brittannië te vervoegeu, vanaf zijn vertrek uit een vijandelijk of door de vijand bezet grondgebied, uit Frankrijk of uit een neutraal land, tot bij zijn opneming of wederopneming in de getalsterkte van die strijdkrachten, met dien verstande dat deze tijd vermeerderd met de tijd der internering van de betrokkene in de doorgereisde landen, niet meer dan zes maanden mag bedragen;
- 2° de duur van de non-activiteit om gezondheidsredenen, indien deze te wijten is aan een verwonding of een ziekte waarvoor een vergoedingspensioen is toegekend.

Zodra de tijd van aanwezigheid die recht op de dotatie geeft zes maanden te boven gaat, wordt elk semester gedeelte van ten minste vijf maanden voor een volle semester gerekend. De semesters en de maanden worden gesteld van de zoveelste tot daags vóór de zoveelste".

Artikel 4.

Krachtens dit artikel is "de dotatie vrijgesteld van elke directe belasting of alle gelijksoortige taksen".

Het begrip "met directe belasting gelijksoortige taksen" is onnauwkeurig. Eenzelfde tekst komt echter voor in artikel 8 van de wet van 18 augustus 1947 houdende regeling van het statuut der krijgsgevangenen van 1940-1945 en in artikel 25 van de op 16 oktober 1954 gecoördineerde wetten betreffende de politiek gevangenen en hun rechthebbenden. Deze bepaling zal derhalve op dezelfde wijze als beide wetgevende teksten worden geïnterpreteerd.

Artikel 5.

Artikel 5 leze men als volgt :

"Artikel 5.-

De dotatie wordt ingeschreven in een bijzonder boekje en wordt aan de begunstigten per jaarlijks gedeelte van 1/7 uitbetaald volgens regelen te bepalen bij koninklijk besluit".

.../...

Artikel 8.

Zoals artikel 8 thans is gesteld, is het voor kritiek vatbaar. De Raad van State stelt evenwel geen wijziging voor, omdat de tekst van het artikel dezelfde is als die van artikel 13 van de wet van 18 augustus 1947 houdende regeling van het statuut der krijgsgevangenen van 1940-1945, en ongetwijfeld zonder enige wijziging is overgenomen omwille van de eenvormigheid van de verschillende statuten der militairen van de jongste oorlog. Dit artikel zal dan ook op dezelfde wijze worden geïnterpreteerd.

Artikel 10.

Artikel 10 van het ontwerp zegt :

"De door deze wet toegekende dotatie is een eigen goed van die van de echtgenoten aan wie ze verschuldigd is; ten opzichte van de gehuwde vrouw, vormt ze een voorbehouden goed in de zin van artikel 224 a) van het Burgerlijk Wetboek".

Ofschoon dit artikel "mutatis mutandis" artikel 31 van de wetten betreffende het statuut der politieke gevangenen hun rechthebbenden, gecoördineerd op 16 oktober 1954, overneemt, moet de betekenis van de tweede volzin van dit artikel nader worden toegelicht.

.../...

Uit de parlementaire voorbereiding van de wet op de politieke gevangenen blijkt dat de verleende toelagen ten opzichte van de gehuwde vrouw die als politiek gevangene is erkend, voorbehouden goederen zijn (zitting 1950-1951, Senaat, Doc. nr 274, blz. 15). Waren er bij de Belgische Strijdkrachten in Groot-Brittannië vrouwen, onder meer onder de inlichtings- en actieagenten, zij waren toch niet zeer talrijk. Derhalve zou de tekst van het ontwerp kunnen worden geïnterpreteerd als gold hij voor de gehuwde vrouwen, erfgenamen of rechtverkrijgenden van leden der Belgische Strijdkrachten, zoals de hertrouwde weduwe, de moeder of de dochter.

Aangezien de Regering die bedoeling niet heeft, bepale men dat het hier de gehuwde vrouw betreft die tot de Belgische Strijdkrachten heeft behoord.

De verwijzing naar artikel 224, a, van het Burgerlijk Wetboek zal niet meer juist zijn, als het wetsontwerp betreffende de wederzijdse rechten en plichten van de echtgenoten eenmaal zal zijn goedgekeurd. Een overgangsbepaling zal echter artikel 224, a, praktisch in stand houden in de vorm van artikel 226, septies (Zitting 1957-1958, Kamer, Parl. Doc., nr 811). Men gebruike dan ook een algemene formule, zonder het artikel te vermelden met het nummer waaronder het thans in het Burgerlijk Wetboek voorkomt.

.../...

Met inachtneming van deze beide opmerkingen, stelt de Raad van State voor, artikel 10 als volgt te redigeren :

"Artikel 10.-

De door deze wet toegekende dotatie is een eigen goed van diegene van de echtgenoten aan wie zij verschuldigd is; ten opzichte van de gehuwde vrouw, lid van de Belgische Strijdkrachten, vormt zij een voorbehouden goed in de betekenis welke het Burgerlijk Wetboek aan die woorden geeft".

Artikel 13.

Het laatste lid van artikel 13 van het ontwerp zegt : "Het zegel- en publicatierecht voor nationaliteitskeuzen en naturalisaties zullen recht geven op terugbetaling ten bezware van de Staat".

Om enerzijds nutteloze formaliteiten te vermijden en anderzijds eventuele moeilijkheden ingevolge de combinatie van de artikelen 13 en 15 uit de weg te gaan, leze men artikel 13, laatste lid, naar het voorbeeld van de wet van 5 februari 1947, als volgt :

"De in dit artikel bedoelde nationaliteitskeuzen en naturalisaties zijn vrij van registratie- en zegelrecht.

De kosten voor het onderzoek van die aanvragen komen ten laste van de Staat; de hiertoe vereiste kredieten worden op de begroting van het Ministerie van Landsverdediging ingetrokken".

Artikel 14.

Artikel 14 van het ontwerp vult artikel 8, § 1, van het koninklijk besluit nr 285 van 31 maart 1936 houdende aanvulling en samenvoeging van de bepalingen op het in dienst hebben van vreemde arbeiders, aan met een in dat artikel in te voegen bepaling.

De wet van 5 februari 1947 tot regeling van het statuut van de buitenlanders - politieke gevangenen bevat een bepaling met dezelfde strekking. Die bepaling is echter niet in de bestaande tekst opgenomen.

Deze wetgevingstechniek schijnt de voorkeur te verdienen voor bepalingen met een zeer beperkte draagwijdte. Artikel 14 kan derhalve beter als volgt worden gelezen :

"Artikel 14.-

De arbeidsvergunning. bedoeld in artikel 1, § 4, van het koninklijk besluit nr 285 van 31 maart 1936 houdende aanvulling en samenvoeging van de bepalingen op het in dienst hebben van vreemde arbeiders, mag niet worden geweigerd aan de op deze wet gerechtigde buitenlander of Staatloze".

.../...

Artikel 16.

Dit artikel stemt volkomen overeen met artikel 26 van de wet van 18 augustus 1947 op de krijgsgevangenen en met artikel 29 van de gecoördineerde wetten op de politieke gevangenen.

Artikel 17.

Volgens de aan de Raad van State verstrekte toelichting, heeft de commissie die de Minister krachtens dit artikel zal oprichten een zuiver adviserende bevoegdheid; het is een commissie van advies, alleen bestemd om het werk van de administratie te vergemakkelijken.

De Regering heeft hoegenaamd niet de bedoeling, deze commissie tot een administratief rechtscollege te maken, dat uitspraak moet doen over het bestaan van het recht op de dotatie, evenmin als zij de Minister van Landsverdediging bevoegd wenst te maken om daarover soeverein te oordelen.

De commissie zou dus alleen een adviserend orgaan van de uitvoerende macht zijn, dat de Koning altijd in het leven kan roepen wanneer hij het dienstig acht. Speciale machtiging heeft hij daarvoor niet nodig.

.../...

Mocht de Regering echter zonder afbreuk te doen aan het zuiver adviserend karakter van **die** commissie toch sommige waarborgen aan de betrokkenen willen geven wat samenstelling en werkwijze betreft, -zoals wij die **bijvoorbeeld** aantreffen in artikel 14 van de wetten van 3 augustus 1919 en 27 mei 1947 betreffende de prioriteitsrechten -, dan zou artikel 17 van het ontwerp als volgt kunnen worden geredigeerd :

"Artikel 17.-

Een commissie waarvan de Koning inrichting en werkwijze vaststelt, dient de Minister van Landsverdediging van advies over moeilijkheden in verband met de toepassing van deze wet".

Artikel 18.-

Volgens artikel 18 moeten de personen die de in het ontwerp bepaalde voordelen wensen te genieten, daartoe een aanvraag indienen "binnen twaalf maanden na de inwerkingtreding van deze wet".

Deze termijn geldt alleen voor de aanvraag om dotatie en niet voor de voordelen die de artikelen 13 en 14 ten gunste van de buitenlanders vaststellen.

Met inachtneming van deze opmerking lezen men artikel 18 als volgt :

.../...

"Artikel 18.-

De personen bedoeld in artikel 1 en hun rechtverkrijgenden die voor de dotatie in aanmerking wensen te komen, moeten daartoe een aanvraag indienen bij ter post aangetekende brief, te richten tot de Minister van Landsverdediging binnen twaalf maanden na de inwerkingtreding van deze wet".

Ingevolge het besluit van de Regent van 15 december 1948 houdende regeling van de ambtsbevoegdheden van het Begrotingscomité, gewijzigd bij besluit van de Regent van 20 maart 1950, dient de Minister van Financiën het ontwerp mede te ondertekenen.

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Messieurs :	F. LEPAGE,	conseiller d'Etat,	président
de Heren :		raadsheer van State,	voorzitter
	L. MOUREAU,	conseillers d'Etat,	
	G. HOLOYE,	raadsheren van State,	
	A. BERNARD,	assesseurs de la	
	Ch. VAN REEPINGHEN,	section de législation,	
		bijzitters van de	
		afdeling wetgeving,	
Madame :	J. DE KOSTER,	greffier adjoint,	greffier.
Mevrouw :		adjunct-griffier,	griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. F. LEPAGE.

Le rapport a été présenté par M. F. REMION, substitut.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(s). J. DE KOSTER.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. F. LEPAGE.

Het verslag werd uitgebracht door de H. F. REMION, substituut.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s) F. LEPAGE.